

d'avant-projets de lois en matière électorale. Le CNDP est composé de 30 membres, dont 15 membres désignés par les partis de la majorité présidentielle et 15 autres désignés par les partis de l'opposition. Il a un mandat d'un an, son président est choisi parmi ses 30 membres et sa présidence est censée être tournante. Un appui au CNDP est prévu par une autre action de gouvernance électorale adoptée par l'UE dans le cadre du 11^e FED/PIN pour le Tchad (projet PAPEL-ACTET).

Cour suprême

Reformée sous la 4^e République en 2018, puis en 2020, la Cour suprême exerce les compétences qui relevaient auparavant de plusieurs juridictions. Elle reçoit les candidatures à la présidence de la République, notifie les éventuels rejets aux intéressés, arrête et publie les listes définitives des candidats. Les candidats aux élections législatives et locales peuvent saisir la Cour suprême en cas de rejet de leur candidature par la CENI. Ses Chambres réunies reçoivent des exemplaires des procès-verbaux de dépouillement des résultats et contrôlent la régularité des opérations de vote. Elles reçoivent ensuite les contestations et traitent les contentieux des élections présidentielles, législatives et locales, dont la Cour proclame les résultats définitifs. Un quitus de la Cour suprême est nécessaire pour que les partis politiques puissent être remboursés d'une partie de leurs dépenses de campagne électorale. D'autres actions de gouvernance électorale adoptées par l'UE dans le cadre du 11^e FED/PIN pour le Tchad et premièrement le projet PAPPE, visent à renforcer la Cour suprême, notamment dans l'exercice de ses nouvelles compétences liées au traitement des candidatures, au contrôle des opérations électorales et au règlement des contentieux électoraux. Le programme PAPEL-ACTET comporte aussi un appui à la gestion des contentieux électoraux.

Commission nationale des droits de l'homme (CNDH)

La CNDH est une autorité administrative indépendante et autonome, prévue par la Constitution et régie par une loi de 2018. Elle a pour mission de formuler des avis au gouvernement sur les questions relatives aux droits humains, y compris la condition de la femme, de l'enfant et des personnes handicapées. Elle peut assister le gouvernement et les autres institutions dans toute question relative aux droits de l'homme, procéder à des enquêtes, études et publications dans la matière, aviser le gouvernement sur les ratifications des instruments juridiques internationaux. La CNDH peut participer à la révision de la législation en vigueur dans le cadre de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le projet PAPEL-ACTET comporte un appui aux mécanismes de prévention des conflits, de suivi du respect des droits humains. Dans le contexte de la transition politique et du rôle qu'elle pourrait être appelée à jouer dans son déroulement, la CNDH pourrait bénéficier d'un appui technique et financier lui permettant de renforcer ses capacités tout en gardant son impartialité

Partis politiques

Plus de 200 partis politiques sont reconnus au Tchad. Un appui est déjà prévu dans le cadre des actions de gouvernance électorale du 11^e FED/PIN pour le Tchad, pour des institutions telles que l'Assemblée nationale et des organes tels que la CENI et le CNDP, au sein desquels plusieurs partis politiques sont représentés.

Médias

Il existe au Tchad 7 chaînes de télévision, 67 radios, 55 journaux et plusieurs médias en ligne. Les organes des médias, surtout privés, souffrent généralement de leurs faibles capacités et sont mal outillés pour la conduite de leur travail. La Haute autorité des médias et de l'audiovisuel (HAMA) a pour mission de veiller au respect des règles déontologiques et de la législation, de réguler l'accès et l'exercice de la profession de journaliste, de garantir la liberté de la presse et l'expression pluraliste des opinions dans le cadre du respect des valeurs culturelles nationales et de l'ordre public. Dans le cadre de son rôle de soutien au développement de capacités des médias, la HAMA est parfois critiquée pour des décisions qu'elle prend vis-à-vis des médias privés. L'actuel cadre juridique régissant les médias, mis en place en 2018, est considéré par certains comme un retour en arrière par rapport aux anciennes lois qui dépénalisaient les délits de presse. Des actions de gouvernance électorale adoptées par l'UE dans le cadre du 11^e FED/PIN pour le Tchad et notamment les programmes PAPEL-ACTET et PAPPE visent à renforcer la HAMA. Un appui aux journalistes de la presse écrite, des médias audiovisuels et des nouveaux médias est aussi prévu par le projet PAPPE du 11^e FED/PIN. Dans la mesure où l'appui envisagé aux médias tchadiens est limité et largement non encore mobilisé, dans le cadre de la transition les organes des médias et les radios communautaires pourraient bénéficier de formations et d'appuis techniques et financiers visant le renforcement de leurs capacités, leur participation aux débats publics et une couverture médiatique efficace des événements politiques et électoraux.

Organisations de la société civile (OSC)

Les OSC ont évolué au Tchad dans un contexte juridique et politique difficile, et avec un champ d'action assez limité surtout depuis 2018. Plusieurs organisations de la société civile tchadienne, en dépit du contexte difficile et de la